



Assemblée générale

Distr. générale
19 janvier 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 28 a) de l'ordre du jour

Promotion de la femme : promotion de la femme

**Note verbale datée du 18 décembre 2017, adressée
au Secrétaire général par la Mission permanente du Bélarus
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le texte de la résolution adoptée à la conférence internationale sur « L'entrepreneuriat féminin au service du développement durable », tenue à Minsk le 10 octobre 2017 (voir annexe).

La Mission permanente vous serait reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 28 a) de l'ordre du jour.



**Annexe à la note verbale datée du 18 décembre 2017
adressée au Secrétaire général par la Mission permanente
du Bélarus auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : russe]

Résolution

Nous, participants à la conférence internationale intitulée « **L'entrepreneuriat féminin au service du développement durable** », tenue à Minsk le 10 octobre 2017 dans le cadre de la Semaine du développement durable 2017 avec le concours du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) au titre du projet intitulé « Appui à l'action menée par le Coordonnateur national en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et de renforcer le rôle du Parlement aux fins de la réalisation de ces objectifs », ainsi que du Gouvernement fédéral allemand au titre de son programme d'aide au Bélarus, après avoir entendu les exposés sur les questions examinées et échangé des opinions et des informations,

Tenant compte de l'expérience pratique acquise et des résultats de la recherche scientifique menée dans ce domaine,

Réitérant notre volonté d'atteindre les objectifs de développement durable énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030,

Exprimons notre gratitude au Coordonnateur national chargé des objectifs de développement durable, au Conseil de la République de l'Assemblée nationale du Bélarus, à l'Académie nationale des sciences, à l'Institut d'économie de l'Académie nationale des sciences, au PNUD, au Gouvernement fédéral allemand pour son programme d'appui au Bélarus, ainsi qu'à l'Alliance des femmes du Bélarus, qui ont organisé et accueilli cette conférence,

Et sommes convenus de ce qui suit :

- Les objectifs de développement durable mettent en lumière les domaines qui doivent être privilégiés afin d'améliorer la situation sociale et économique de la République du Bélarus ;
- La défense de l'égalité des sexes est une condition préalable au développement durable et constitue un élément essentiel aux fins du respect des droits de l'homme et de la justice sociale ;
- La diversité des instruments, des approches et retours d'expérience, compte tenu des spécificités régionales et des intérêts des populations locales, a une valeur inestimable au regard de la réalisation des objectifs de développement durable aux niveaux national et régional.

Les participants à la conférence ont formulé les conclusions suivantes :

L'objectif de développement durable n° 5, relatif à l'égalité des sexes – peut être atteint au Bélarus en mettant en œuvre des mesures qui tiennent compte des disparités entre les sexes, y compris en créant des conditions propices à la pleine réalisation du potentiel féminin.

Pour atteindre **l'objectif de développement durable n° 8**, relatif au travail décent et à la croissance économique, il convient de donner la priorité au développement de l'économie de marché et à l'expansion du secteur des entreprises, en tant que principaux facteurs de l'accroissement des revenus dans le pays.

Axé sur l'industrialisation, l'innovation et l'infrastructure, **l'objectif de développement durable n° 9** peut être réalisé dans le présent contexte grâce à l'introduction des technologies numériques, couplée à l'utilisation de méthodes innovantes aux fins de la gestion économique du pays et des régions et à la mise en œuvre d'initiatives entrepreneuriales novatrices à l'échelle locale.

Pour réaliser **l'objectif de développement durable n° 10**, axé sur la réduction des inégalités dans les régions, les villes et les zones rurales du Bélarus, et la mise en œuvre efficace d'une politique régionale, il convient d'une part d'encourager les travailleurs indépendants et le développement des entreprises et, d'autre part, de renforcer le rôle des administrations locales et autonomes.

La réalisation de **l'objectif de développement durable n° 17** est facilitée par l'efficacité des échanges entre les instances gouvernementales, les autorités locales, le Parlement, les organismes publics, les entreprises et les organisations internationales, ainsi que par la mobilisation des ressources de la société civile.

Les participants à la conférence estiment que l'on peut recommander les mesures suivantes :

Concernant l'égalité des sexes :

Intégrer le respect de l'égalité des sexes en tant qu'objectif à atteindre dans les documents stratégiques ayant trait aux questions de développement économique et social de la République du Bélarus ;

Concrétiser la mise en œuvre des projets visant à élargir les possibilités d'emploi pour les femmes et à créer des emplois qui leur permettront d'utiliser pleinement leur potentiel ;

Faciliter, à l'échelle nationale, l'accès des femmes aux instruments financiers aux fins du développement des entreprises et de la mise en œuvre d'initiatives entrepreneuriales ;

Renforcer les mesures visant à garantir l'égalité des sexes dans la sphère familiale ;

Améliorer la législation destinée à éliminer toutes les formes de violence domestique ;

Concourir à la sensibilisation aux idées liées à l'égalité des sexes ;

Mettre en place des mécanismes juridiques aux fins de la réalisation d'un audit de la transversalisation de la problématique hommes-femmes dans les principaux documents et programmes stratégiques relatifs au développement social et économique du pays ;

Mettre en œuvre des outils de budgétisation sensibles à la problématique hommes-femmes aux niveaux national et local, de façon à garantir l'égalité de fait entre les hommes et les femmes ;

Organiser un grand débat public sur les questions relatives à l'égalité des sexes afin de recueillir les points de vue de tous les groupes intéressés de la société.

Concernant l'appui apporté à l'entrepreneuriat féminin aux niveaux national et régional :

Créer un environnement propice à l'emploi indépendant et à l'entrepreneuriat pour les femmes ;

Mettre en place des moyens efficaces d'appui aux entreprises naissantes, tels que les services de microcrédit, de soutien à la propriété, de conseils ou encore de technologies de l'information et des communications ;

Encourager la libéralisation du commerce, simplifier les procédures relatives à l'organisation et à la gestion des activités commerciales, et réduire les coûts y afférents ;

Faire de l'entrepreneuriat féminin l'un des objectifs de la politique nationale d'appui aux petites et moyennes entreprises ;

Promouvoir la mise en œuvre de programmes spéciaux destinés à encourager les banques biélorusses à financer les entreprises dirigées par des femmes ;

Élaborer et mettre en place des mécanismes qui incitent les dirigeants locaux à faciliter le développement de l'entrepreneuriat féminin ;

Créer une structure pour la formation au commerce et la diffusion d'informations utiles à l'activité des petites et moyennes entreprises, en privilégiant les écoles de commerce (pépinières d'entreprises) pour qu'elles forment les femmes à la création d'entreprises innovantes ;

Mettre sur pied un système de microcrédit pour encourager la création et le développement de petites et moyennes entreprises par des femmes ;

Promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre de programmes et de projets, y compris par l'État, aux fins du développement de l'entrepreneuriat féminin ;

Améliorer la collecte de statistiques ventilées par sexe au niveau national, y compris en ce qui concerne le nombre de femmes et d'hommes exerçant une activité entrepreneuriale ;

Cultiver et promouvoir une image positive des femmes exerçant une activité entrepreneuriale et s'assurer activement du soutien des médias à ces fins.

Concernant l'application du principe de partenariat et d'interaction intersectorielle :

Créer des mécanismes chargés d'assurer l'ordre social aux niveaux national et local ;

Recourir davantage aux mécanismes de partenariat entre secteur public et secteur privé ;

Utiliser les sites des organisations publiques, des groupes d'innovation locaux et des associations constituées sous la houlette des administrations locales comme autant d'instrument de coopération entre les régions du pays ;

Promouvoir le développement des organismes publics, dont les activités sont propices au développement durable ;

Accroître le niveau de participation à la prise de décisions aux niveaux national et local ;

Encourager les mouvements de femmes à travers le pays, en vue d'accroître le nombre de partenariats entre les organismes publics et les entités étatiques ;

Mettre en place un réseau de femmes entre les organismes publics, les entreprises, l'État (y compris les autorités locales) et les adjoints ;

Améliorer de façon systématique les qualifications des fonctionnaires, y compris de ceux qui travaillent au sein des organes exécutifs et administratifs

locaux, en fournissant des services de conseils et d'information axés sur le développement de l'entrepreneuriat.

Concernant l'appui apporté au développement de l'entrepreneuriat social aux niveaux national et régional :

Voir dans l'entrepreneuriat social un mécanisme efficace d'investissement dans le domaine social ;

Améliorer le système d'appui aux entreprises sociales aux niveaux national et régional, en éliminant les obstacles à leur développement ;

Cultiver une image positive de l'entrepreneuriat social, de façon à encourager les investissements en faveur des projets d'entreprises sociales ;

Recommander au Gouvernement d'élaborer une stratégie en faveur du développement de l'entrepreneuriat social au Bélarus, identifier les domaines prioritaires et prometteurs en matière d'entrepreneuriat social dans le pays et fixer des critères permettant de définir ce qu'est une entreprise sociale ;

Promouvoir l'application du principe de responsabilité sociale des entreprises et l'adoption de mesures socialement responsables en cas de restructuration de l'entreprise ;

Intensifier l'action menée par les organismes publics et les entités étatiques aux fins de la mise en œuvre du mécanisme chargé d'assurer l'ordre social dans le pays.
